

Journal de 19 heures  
Le FPR estime que les Français protègent les  
responsables de l'ancien pouvoir et leurs  
soldats

Gilles Leclerc, Philippe Peaster

France 3, 18 juillet 1994

**Réponse de la France : "Nous remettrons les responsables à la justice internationale".**

[Gilles Leclerc :] Scènes de panique à la frontière du Zaïre et du Rwanda : après les tirs de mortier dimanche soir [17 juillet], qui ont fait au moins 120 morts parmi les réfugiés rwandais, les soldats français et les organisations humanitaires tentent maint'nant d'évacuer les blessés. Et sur le terrain, les structures humanitaires commencent à se déclarer "incapables de faire face à l'ampleur du désastre", je cite, qui se jouent [sic] à Goma.

Le FPR affirme ce soir contrôler l'ensemble du pays, à l'exception de la zone de sécurité. Une zone que continuera à protéger l'armée française. Philippe Peaster.

[Philippe Peaster :] Elle cherche un parent – son enfant peut-être – dans cet amoncellement de corps [on voit une femme en train de scruter des cadavres gisant sur le sol ; une incrustation "Goma (Zaïre), ce matin" s'affiche en haut de l'écran]. Il était 16 heures hier [17 juillet] quand plusieurs obus sont tombés sur l'aéroport au centre de Goma et près du poste-frontière [plan rapproché sur des cadavres].

Goma, submergée par l'afflux des réfugiés depuis une semaine. Plus d'un million aujourd'hui. Résultat : aux morts touchés directement par les éclats, s'ajoutent des dizaines d'autres provoqués par la panique. Les enfants, les vieillards étouffés, piétinés par la foule. Bilan : une centaine de morts ce matin [diffusion d'images de réfugiés].

L'aéroport civil a été fermé et le pont aérien humanitaire interrompu. Ce qui ne manquera pas d'aggraver une situation sanitaire et alimentaire déjà catastrophique [gros plan sur un enfant blessé au visage, soigné par des médecins militaires français].

Les tirs provenaient de l'Est du Rwanda. Des tirs dont la France impute donc la responsabilité au FPR.

[”François Rutayisire, représentant FPR en France” : ”Le FPR n'est pas responsable de ce bombardement sur Goma. C'est les éléments [sic] des Forces armées rwandaises qui font de la provocation en essayant de provoquer un embrasement général, en essayant de provoquer un engrenage”.]

Dans l'même temps, Paris met en garde une nouvelle fois le FPR contre toute infiltration dans la zone placée sous sa protection au Rwanda. Et ce, suite à deux accrochages le week-end dernier [on voit des militaires français accompagnés de Casques bleus en train d'évacuer des blessés, probablement du bombardement].

Objet du contentieux : la présence dans cette zone de responsables de l'ancien pouvoir et de leurs soldats. Le FPR estime que les Français les protègent. Réponse de la France : ”Nous désarmons les militaires quand ils entrent dans notre zone et nous remettrons les responsables à la justice internationale” [on voit un véhicule transportant des soldats des FAR avancer au milieu d'une foule de réfugiés].